

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franchise de port.

Pour les Abonnements, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

DE LA VILLE ET

## DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

ALLEMAGNE. — Francfort, 22 février.

Un prêtre catholique de Frédéricstadt écrit à la *Gazette ecclésiastique catholique* de Francfort qu'il a été défendu par le gouvernement danois, sous peine d'amende, de correspondre directement ou indirectement avec le nouveau vicaire apostolique, Mgr. Laurent, à qui toute juridiction spirituelle a été interdite dans le royaume de Danemarck.

— On écrit de la Dwina, le 12 février :

Des nouvelles dignes de foi de St-Petersbourg annoncent que S. A. I. le grand-duc Alexandre ne partira pour l'Allemagne que vers le 15 mars. Il serait même possible que le prince retardera encore plus long-temps son départ. L'auguste voyageur passera, dit-on, par Varsovie, où il restera quelques jours. De là le prince se rendra à Berlin et à Weimar et comme S. A. I. s'arrêtera probablement quelques jours dans chacune de ces capitales, elle n'arrivera qu'au commencement de mai dans les contrées du Mein.

Le prince, après avoir passé plusieurs jours à Darmstadt, ira visiter quelques cours de l'Allemagne méridionale, et se rendra ultérieurement aux bains d'Ems et de Bade. On croit à St-Petersbourg que S. M. l'impératrice rejoindra peut-être son fils aux bains d'Ems.

On annonce que pendant l'absence de S. M. l'impératrice, l'empereur se rendra à Moscou avec le duc de Leuchtenberg et peut être de là à Odessa pour inspecter les troupes cantonnées dans ces provinces. Mais tout cela dépend de la tournure que prendront les affaires politiques. (J. allem. de Francfort.)

— L'*Invalide russe* du 12 publie le bulletin suivant sur l'expédition de Khiva :

Le général-adjutant Perowski mande en date du 5 (12 janvier) que le corps d'armée qui marche sur Khiva sous ses ordres, après s'être reposé peu de temps dans la forteresse d'Alu Yackscha, située sur l'Emba, s'est de nouveau divisée en quatre colonnes successives et a continué sa marche vers la seconde forteresse, située près de Ak-Bulak. Dans la première on a laissé une garnison avec les malades. Le froid avait un peu diminué; dans les derniers jours, il n'y avait plus que 16 à 22 degrés, mais la neige qui était tombée en grande quantité retardait la marche de l'armée. Les soldats supportent bien les obstacles de la marche; le nombre des malades diminue; les chevaux se maintiennent jusqu'ici en bon état.

Le sultan régnant (lieutenant-colonel Cai-Muhamed-Aitzuwakoff), a rejoint notre armée avec une troupe de cosaques qu'il a sous ses ordres. On n'a pas de nouvelles ultérieures de l'ennemi qui, après le premier choc, s'est retiré dans la direction de Karamalaman.

— On écrit de Rome, le 4 février, à la *Gazette de Leipsich* :

Don Miguel ne paraît pas avoir abandonné ses prétentions au trône de Portugal. Il forme, dit-on, de nouveaux plans de conquête, dans lesquels il est encouragé et soutenu par le duc de Modène. On sait qu'il dirige et entretient par des secours pécuniaires les guérillas qui infestent le Portugal. Le cardinal Lambruschini a déclaré à l'agent de S. M. dona Maria que la première condition d'arrangement, en supposant que don Miguel renoncât au trône pour une rente annuelle conforme à son rang, serait le rétablissement de la juridiction spirituelle de la cour de Rome en Portugal, à la tête de laquelle un légat *à latere* sera placé par S. S. L'agent répondit que d'après la constitution portugaise, c'est aux cortès qu'il appartient de décider cette question, et que cette assemblée ne consentirait pas à un arrangement par lequel le royaume de Portugal serait mis dans la dépendance du saint-siège. Le cardinal aurait persisté à déclarer que c'était une condition *sine qua non*. Les négociations de même nature entamées avec l'Espagne paraissent aussi devoir être rompues.

ANGLETERRE. — Londres, 22 février.

Dans la séance de la chambre des communes du 21 février, sir R. Peel ayant fait au ministère une interpellation sur les négociations relatives à la question d'Orient, lord Palmerston a répondu que toutes les puissances qui s'occupent de cette question sont éga-

lement désireuses d'amener l'affaire à une satisfaisante et prompt solution.

— On lit dans la *Morning-Chronicle* :

Il est impossible que le gouvernement français trouve de l'argent pour les entreprises des chemins de fer avec les dépenses qu'il a à soutenir à Alger et en Orient. Ce n'est pas tout encore : il aura cette année des bateaux à vapeur transatlantiques qui doivent coûter près de 2 millions sterling. C'est là une preuve frappante de la manie du gouvernement français actuel, qui sacrifie tous les intérêts agricoles et intérieurs à ceux du commerce étranger et à l'augmentation de ses forces navales. Les territoires en-dehors des frontières de France sont partout sillonnés de chemins de fer. Dans deux ans, des armées ennemies pourront être transportées en quelques heures de la province la plus éloignée de l'Allemagne; elles pourront manœuvrer avec la rapidité de l'éclair sur les frontières de France, d'Ostende à Strasbourg. Les Français ont l'air de n'en tenir aucun compte. Leurs craintes et leurs espérances ne sont pas continentales; toutes sont concentrées vers la mer. Ils tiennent plus à avoir des bateaux à vapeur pour l'Amérique qu'un chemin de fer conduisant à Bruxelles.

FRANCE. — Paris, 24 février.

Hier à la bourse ont circulé des bruits qui, dans la soirée, ont pris quelque consistance; on parlait de nouveau d'une démission beaucoup plus importante que celle des ministres, et qui rappellerait la résignation philosophique de Dioclétien.

La retraite historique de l'empereur romain et la paix de ses jardins de Salone auraient trouvé un apologiste là même où l'on devait supposer un grand attachement pour l'exercice et les privilèges de la puissance.

Nous ne savons pas si ces rumeurs ont quelque fondement, et nous en déclinons la responsabilité; mais il nous sera permis de rappeler que, si effectivement certaines paroles ont été prononcées dans le sens d'une pensée d'abdication, ce ne serait pas la première fois que cette pensée aurait été révélée sous l'impression d'un mécontentement plus ou moins légitime.

Déjà en 1831, en répondant à la députation de la garde nationale d'une grande ville, on avait explicitement prévenu la France d'une semblable éventualité; on se plaignait alors de la calomnie qui poursuivait la royauté naissante, et les gardes nationaux de Metz doivent se rappeler les paroles mémorables du monarque. Elles sont, d'ailleurs, consignées dans les journaux de l'époque, et il serait facile de les reproduire.

Elles emprunteraient des circonstances actuelles un intérêt tout nouveau, et peut-être serviraient-elles à donner un caractère de vraisemblance aux paroles que l'on attribue aujourd'hui à l'auguste orateur de 1831. (Capitole.)

— On assure que le roi a signé hier l'ordonnance qui confère à M. le général Sébastiani le bâton de maréchal de France.

— La France annonce que don Carlos vient de conférer au général comte de Morella, le commandement général de la Catalogne qu'il réunira à ses capitaineries générales d'Aragon et de Valence.

— Le *Temps* dit que M. le duc de Broglie appelé par le roi a déclaré à S. M. qui lui proposait la mission de former un cabinet, qu'il voulait rester étranger aux affaires, mais qu'il se mettait à la disposition du roi, s'il pouvait être un utile intermédiaire entre les hommes politiques. Le *Nouveliste* ajoute que dans le cas où l'on réussirait à vaincre les scrupules de M. de Broglie, M. Thiers serait disposé à rentrer au ministère de l'intérieur. D'un autre côté, on annonce positivement que M. le duc de Broglie s'est rendu dimanche à deux heures aux Tuileries, et qu'il a accepté du roi la mission de lui proposer un cabinet, dont MM. Guizot, Duchâtel, Remusat et Thiers seraient les principaux membres.

— La *Presse* annonce que le courrier porteur de la lettre de S. M. au duc Ferdinand de Saxe-Cobourg est arrivé à Paris, avec la réponse de S. A. déclarant au roi qu'elle ne consent point à reprendre sa parole et persiste plus que jamais dans le désir de voir célébrer le mariage projeté entre S. A. la princesse Victoire et S. A. R. Mgr. le duc de Nemours.